

Etablissement contractant

AEFE - Agence pour l'Enseignement Français à l'Etranger 23, place de Catalogne - 75014 PARIS/ 1 allée  
Baco BP 21509 - 44015 Nantes Cedex 1

Pouvoir adjudicateur

Claudia Scherer-Effosse, Directrice Générale de l'AEFE

Renseignements d'ordre technique et d'ordre administratif :

Courrier électronique : via la plateforme PLACE

# CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES CCTP

*ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS DE SERVICES*

*PRESTATIONS DE SEMINAIRES : LOCATIONS DE SALLES ET SERVICES ASSOCIES*

**N° MAPA2025.01**

Le marché est passé selon la procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2162-4 du code de la commande publique (CCP).

Le présent document comporte 8 pages

## Sommaire

<b>Article 1 – CONTEXTE ET OBJET DE L’ACCORD-CADRE</b>	3
1.1 <u>Contexte</u>	3
1.2 <u>Objet de l’accord-cadre</u>	3
<b>Article 2 – DESCRIPTIF DES PRESTATIONS ATTENDUES</b>	4
2.1 <u>Périmètre et lieu d’exécution</u>	4
2.2 <u>Type de prestations</u>	4
2.3 <u>Obligation en matière de restauration</u>	4
2.4 <u>Démarche respectueuse de l’environnement</u>	8
<b>Article 3 - PERSONNELS</b>	8
3.1. <u>Protection de la main d’œuvre</u>	8
3.2. <u>Tenue vestimentaire</u>	8
3.3. <u>Comportement du personnel</u>	8
3.4 <u>Prestations complémentaires</u>	9
<b>Article 4 - MODALITES D’EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	9
4.1 <u>Réunion de lancement</u>	9
4.2 <u>Confidentialité</u>	9
4.3 <u>Devis</u>	10

---

## Article 1 – CONTEXTE ET OBJET DE L'ACCORD-CADRE

### 1.1 Contexte

Créée en 1990, l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger (AEFE) est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères (MEAE). Elle assure les missions de service public relatives à l'éducation en faveur des enfants français résidant hors de France et contribue au rayonnement de la langue et de la culture française ainsi qu'au renforcement des relations entre les systèmes éducatifs français et étrangers.

L'Agence gère directement **68** établissements d'enseignement scolaire français, qui sont ses composantes. Par ailleurs, elle pilote et anime, dans le cadre d'une procédure de conventionnement et d'affectation de moyens publics, un réseau de **161** établissements privés. Elle assure la formation continue, l'orientation et le suivi pédagogique des enseignants des **351** autres établissements, appelés « établissements partenaires », également homologués par le ministère de l'Éducation Nationale et de la Jeunesse (MENJ).

Dotée d'un budget s'élevant à 1 223 028 555 milliards qui associe contributions des familles et crédits publics, elle accueille dans les établissements de son réseau **392 000 élèves dans 139 pays**, finance des aides aux familles et, sur critères académiques, des bourses d'excellence-major pour les meilleurs bacheliers étrangers issus du réseau des établissements français à l'étranger et poursuivant des études supérieures en France.

Elle emploie plus de **5 488 agents en détachement**, titulaires de l'Education nationale, affectés à l'étranger auprès des établissements en gestion directe ou des établissements conventionnés.

Les services centraux de l'Agence comptent **207 agents** au 31 décembre 2022, répartis sur deux sites : Paris et Nantes.

Elle alloue aux établissements scolaires des subventions de fonctionnement, d'investissement, d'équipement et d'appui pédagogique.

Elle met en œuvre au profit des établissements du réseau une politique pédagogique innovante qui concilie respect des programmes scolaires en vigueur en France et ouverture à la langue et à la culture du pays d'accueil.

En développant et en renforçant la diplomatie éducative, le réseau des établissements d'enseignement français à l'étranger soutient ainsi la diplomatie économique française.

### 1.2 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la location de salles de séminaires et les services associés dont la restauration, la sonorisation et en option, l'hébergement des participants.

A titre d'information, ci-après les séminaires ayant lieu une fois par an à l'AEFE (cette liste n'est qu'indicative, le nombre de séminaire organisé pouvant varier) :

Les descriptions des prestations attendues et les spécifications techniques sont décrites ci-après.

Les prestations seront exécutées sur la base de bon de commande au fur et à mesure de la survenance du besoin.

L'accord cadre est conclu sans montant minimum. Les montants maximums sont les suivants :

La location de salles de séminaires et services associés : Montant annuel 300 000 € HT (**360 000 €** €TTC), soit **1 440 000 € TTC** sur la durée de l'accord-cadre.

---

Afin d'assurer l'hébergement des participants, le titulaire pourra proposer **en option** des moyens permettant d'assurer le lieu de séjour (hébergements et hôtelleries).

Les prestations d'hébergements et d'hôtelleries seront exprimées en quantité soit :  
Nous estimons avoir besoin de **2 000 nuitées par an soit 8 000 nuitées** sur toute la durée de l'accord cadre.

## **Article 2 – DESCRIPTIF DES PRESTATIONS ATTENDUES**

Le présent marché consiste en un accord-cadre mono-attributaire et s'exécute au fur et à mesure de l'émission de bons de commande, en application des dispositions des articles R2162-1 à R2162-6 et dans les conditions fixées aux articles R2162-13 et R 2162-14 du code de la commande publique, sans montants minimums et maximums.

### **2.1 Périmètre et lieu d'exécution :**

L'agence prévoit un déménagement au 3ème trimestre 2025, notre siège social se situera au Immeuble SO POP4 passage Colisée , 93400 ST OUEN SUR SEINE.

Le lieu du séminaire devra être situé à 20 minutes de notre siège social, tandis que le lieu d'hébergement devra se trouver à 20 minutes du lieu du séminaire.

### **2.2 Type de prestations :**

Le titulaire devra être en mesure de proposer des salles de réunion équipées avec sonorisation et vidéoprojecteurs et disposer d'une connexion internet pour les participants.

Les prestations attendues sont la mise à disposition de salles de réunion situées à Paris et en petite couronne ayant un temps de trajet maximum de 20 minutes en transport en commun.

Ces salles devront prévoir une installation en salle plénière avec une capacité allant jusqu'à 280 personnes maximum ainsi que plusieurs petites de salles d'ateliers modulables allant de 20 à 60 personnes.

Le titulaire devra présenter entre 3 et 8 salles dans son offre.

Le titulaire devra être en mesure de proposer des prestations sous forme de restauration assise à l'assiette ou sous forme de buffet lors de la location de salles pour les séminaires.

### **2.3 Obligation en matière de restauration**

Dans le cadre des prestations de restauration, le titulaire doit présenter une prestation respectueuse de l'environnement prenant en compte le développement durable et notamment lors de l'évènement.





**Il est interdit d'utiliser du plastique à usage unique.** Il est demandé l'utilisation de matériaux éco responsable (par exemple l'utilisation de couverts en bois pour la vaisselle jetable), les temps de trajet entre le lieu de production et le lieu de livraison doivent être maîtrisés.

L'ensemble des matériaux et / ou emballages utilisés sont recyclables et valorisables en particulier, ceux concernant les plateaux repas.

Le titulaire doit pouvoir proposer dans son offre des produits **de qualité et durable au moins 50 % dont au moins 20 % issus de l'agriculture biologique** (des fruits et légumes de saison, produits régionaux, produits issus du commerce équitable, certifiés selon les labels en vigueur etc...)

Dans une logique de développement durable, la promotion des circuits courts est privilégiée. La saisonnalité des produits frais est privilégiée (denrées produites en région et plus largement en France métropolitaine, pendant la saison considérée).

L'huile de palme, de coprah et de coco sont proscrites.

Le label AB	
Les labels bios équitables	 
Le label « Agriculture biologique » Européen	

Restauration servie à l'assiette :

Le titulaire proposera 2 menus minimum (une proposition moyenne gamme environ 30 € HT et une proposition haut de gamme environ 40 € HT).

L'AEFE pourra choisir l'un des 2 menus (boissons comprises) proposés par le titulaire.

Les produits servis devront favoriser la production locale (issue de circuits de proximité), biologique (dans la mesure du possible), ou issus du commerce équitable.

Chaque menu comportera les éléments suivants au minimum :

- 1 entrée
- 1 plat
- 1 dessert
- Café/Thé
- 1 bouteille de vin pour 5 personnes, eau plate et gazeuse.

---

La prestation inclut la location de salles, l'installation, le service, la reprise et le matériel : mobilier, nappage, vaisselle et le service.

Le choix de la salle (le cas échéant) et du menu seront transmis au titulaire au maximum 1 mois avant l'organisation de l'événement.

En cas de commande, cette prestation fera l'objet d'un prix unitaire par repas et par personne (estimation de 30 € HT par personne pour le repas moyenne gamme et 40 € HT par personne pour le repas haut de gamme).

Le nombre de convives prenant part au repas pouvant aller de 10 personnes minimum à 280 personnes maximum suivant les différents besoins de l'AEFE.

Obligation du titulaire en matière de restauration :

*Restauration sous forme de buffet :*

Le titulaire proposera différents produits préparés sous forme de buffet.

L'AEFE pourra choisir les produits (boissons comprises) proposés par le titulaire.

Les produits servis devront favoriser la production locale (issue de circuits de proximité), biologique (dans la mesure du possible), ou issus du commerce équitable.

Le buffet comportera les éléments suivants au minimum :

- des entrées chaudes et / ou froides
- des plats préparés (1 viande / 1 poisson / végétalien)
- des desserts
- Café / Thé
- 1 bouteille de vin pour 5 personnes, eau plate et gazeuse.

La prestation inclut la location de la salle spécifique, l'installation, la reprise et le matériel : mobilier, nappage, vaisselle et le service.

Le choix de la salle (le cas échéant) et des produits seront transmis au titulaire au maximum 1 mois avant l'organisation de l'évènement

En cas de commande, cette prestation fera l'objet d'un prix unitaire par repas et par personne (estimation de 25 € HT par personne pour le repas moyenne gamme et 35 € HT par personne pour le repas haut de gamme).

Le nombre de convives prenant part au repas pouvant aller de 10 personnes minimum à 280 personnes maximum suivant les différents besoins de l'AEFE.

---

### Pauses café – Pauses Gouters :

- Croissant
- Pain au chocolat
- Café/ thé
- Mignardises
- Biscuits apéritifs salés
- Gâteaux secs sucrés

### Autres services associés :

Un accès internet devra être mis à la disposition des intervenants lors de ces séminaires. L'AEFE pourra faire le choix d'interdire les connexions WIFI aux participants.

Le titulaire devra pouvoir donner la possibilité d'accéder à distance via un système de visioconférence dans les salles de séminaire pour les participants externes.

### Une option pourra être proposée :

Option : Le titulaire pourra proposer en option des solutions d'hébergement à proximité des salles de réunion, dans la limite du plafond fixé par l'Etat pour ses personnels, conformément à l'arrêté du 3 juillet 2006 mis à jour le 8 juillet 2024, soit actuellement 140,00€ TTC par personne (chambre individuelle + petit déjeuner pour la commune de Paris et 120,00€ TTC pour les grandes villes et communes de la métropole du Grand Paris. Les lieux d'hébergement devront se situer dans un rayon maximum de 20 minutes en transports en commun autour du lieu du séminaire.

Le nombre de personnes hébergées pouvant aller de 50 à 180 personnes maximum, suivant les besoins de l'AEFE.

Ces prestations feront l'objet le cas échéant d'un bon de commande spécifique.

### Spécifications techniques par rapport au niveau de qualité des chambres d'hôtel :

Le titulaire pourra proposer des chambres d'hôtel classées **2 étoiles** minimum.

#### Spécifications du logement :

Les chambres d'hôtel devront a minima être dotées de :

- Une surface de 10 m<sup>2</sup> ;
- Un lit double ;
- Une table et des chaises ;
- Une télévision ;
- Un rangement pour les affaires personnelles ;

- 
- Une salle de bain équipée d'une douche ou baignoire, d'un lavabo, de serviettes de toilettes, d'un sèche-cheveux et de toilettes ;
  - Un accès PMR ;
  - Un système de climatisation.

#### **Spécifications des services fournis :**

Le prix de location doit comprendre les services suivants :

- Le nettoyage quotidien de la chambre ;
- Un accès WIFI ;
- Un service de petit-déjeuner.

#### **2.4 Démarche respectueuse de l'environnement**

Dans la mesure du possible, l'exécution de cet accord-cadre s'inscrira dans une démarche respectueuse de l'environnement (usage de matière/matériaux recyclés, produits qui s'inscrivent dans un circuit court, etc.).

### **Article 3 - PERSONNELS**

#### **3.1. Protection de la main d'œuvre**

Le titulaire devra, pour les personnels employés, être en conformité avec la législation du travail.

En ce qui concerne la main d'œuvre étrangère, les travailleurs étrangers devront être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée, en vertu des dispositions législatives et réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

#### **3.2. Tenue vestimentaire**

Le fournisseur devra doter le personnel de service de la tenue vestimentaire appropriée.

#### **3.3. Comportement du personnel**

Dans le cadre des services, le personnel devra faire preuve de ponctualité, de la plus grande correction, de discrétion, de confidentialité et de réserve.

Le personnel devra suivre les consignes données par le représentant de la Personne Publique.



---

### **3.4 Prestations complémentaires**

A titre exceptionnel, les prestations ou suppléments non prévus au présent cahier des charges seront intégrés au présent marché sous forme d'avenant sous réserve d'acceptation du devis.

## **Article 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1 Réunion de lancement :**

Le ou les titulaires seront conviés à une réunion de lancement de l'accord-cadre. Ils ne pourront la refuser, ni la facturer à l'AEFE.

### **4.2 Confidentialité :**

Les informations transmises dans le cadre du présent marché sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du Code Pénal) et sont soumises à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

En conséquence, les prestataires s'engagent à respecter de façon absolue cette obligation lors de l'exécution de sa mission et à la faire respecter par son personnel et ses sous-traitants éventuels.

L'obligation de confidentialité s'impose aux prestataires et s'étend à tous les renseignements de quelque nature que ce soit dont ils auraient eu connaissance durant le présent marché.

Les prestataires s'engagent notamment à :

Ne pas utiliser les informations, documents et fichiers informatiques communiqués par l'AEFE à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;

Ne pas communiquer les documents, informations ou fichiers transmis par l'AEFE à d'autres personnes morales ou non, privées ou publiques, que celles qui ont qualité pour en connaître, à savoir la personne publique, ainsi que le personnel chargé par le prestataire d'exécuter les prestations ;

Prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques qui seraient utilisés dans le cadre du présent marché et notamment les données nominatives.

Les candidats s'engagent à faire respecter ces dispositions par leurs personnels et par leurs sous-traitants éventuels.

En outre, les prestataires s'engagent à reconstituer les documents et fichiers qui lui sont remis, qui viendraient à être perdus ou auraient été rendus inutilisables par sa faute, sous réserve que l'AEFE lui fournisse les données nécessaires à leur reconstitution.

L'AEFE se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour s'assurer du respect de ses obligations, tant par les prestataires que par leurs sous-traitants éventuels.

---

#### **4.3 Devis :**

Toute demande d'achat devra faire l'objet d'un bon de commande. Les prix proposés devront être conformes à ceux figurants dans l'accord-cadre et dans le bordereau des prix (des remises supplémentaires, selon les quantités ou offres promotionnelles pourront être proposées ).

Les bons de commandes devront être honorés dans un délai fixé par le service prescripteur en accord avec le titulaire de l'accord-cadre lors de la demande.

Le bon de commande validé sera communiqué au titulaire du marché par voie électronique. Les commandes concernent des articles prévus dans le CCTP et d'autres produits non listés mais qui s'inscrivent dans le périmètre des objets promotionnels et du catalogue du prestataire.